« Nos retraites : elles sont à nous !
On s'est battu pour les gagner, on se battra pour les garder ! »

Les unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT FO FSU Solidaires, avec l'UNEF et l'UNL ont fait le point sur la situation au lendemain du discours de politique générale du Premier ministre devant l'Assemblée nationale, mercredi 12 juin : au programme, et dès maintenant, durcissement des conditions d'accès à l'assurance-chômage, « transformation » / destruction de la Fonction publique, privatisations d'entreprises publiques, dépeçage de la sécurité sociale ou encore casse des 42 régimes de retraite existants.

Pour tenter de faire passer l'ensemble de ces mesures réactionnaires, le gouvernement n'a pas d'autre choix que de s'engager chaque jour un peu plus dans une dérive autoritaire que les URIF n'ont de cesse de condamner : recours à une répression féroce à l'encontre des syndicalistes et des Gilets jaunes, réquisition des personnels grévistes des urgences, poursuite en justice de journalistes par la garde des Sceaux…

C'est dans ce contexte qu'interviennent des mobilisations significatives engagées par les salariés que ce soit dans la Fonction publique (santé, éducation, finances…) ou dans le secteur privé, que les URIF soutiennent : c'est le cas de la lutte en cours contre la privatisation d'ADP, qui s'inscrit dans le combat pour la défense des services publics. C'est le cas également de la mobilisation pour le « train des primeurs » menacé de fermeture par le gouvernement (1).

Les URIF appuient en particulier l'importante grève des personnels des services d'accueil des urgences (SAU), débutée pour certains depuis mars, qui s'étend jour après jour et qui déstabilise sérieusement le ministère de la santé, contraint de lâcher du lest (70 millions d'€) mais bien trop peu pour répondre aux revendications des personnels. A ce titre, les URIF constatent, à l'aune des développements dans les SAU, que c'est bien la grève qui peut faire reculer le gouvernement.

A l'heure où l'exécutif instaure la sélection à l'université avec Parcoursup, explosant le montant des frais d'inscription, celui-ci décide de mettre en place un service national universel (SNU) aux allures militaires. Ce n'est ni en obligeant les jeunes à s'engager ni en les encasernant pendant 15 jours que la situation des jeunes s'améliorera. Il faut que ces 1,6 milliards d'€ soient investis dans le service public d'éducation qui souffre du manque de moyens.

A l'heure où le Premier ministre vient d'annoncer le durcissement des mesures concernant l'assurance chômage avec l'augmentation du nombre de mois travaillés sur 2 ans, la baisse du montant des indemnités et la dégressivité mise en œuvre pour les cadres, les URIF se prononce nettement pour le retrait de la « réforme » de l'assurance-chômage.

A l'heure où le gouvernement s'apprête à présenter sa « réforme » des retraites, les URIF réaffirment leur opposition totale à tout « système universel de retraites » qu'ils soient par points ou en comptes notionnels, à toute notion « d'âge d'équilibre » ou « d'âge pivot » à 63, 64, 65 ans et plus, ainsi qu'à tout système de « bonus-malus ».

Depuis plusieurs années, les « réformes » successives des retraites ont attaqué tous les régimes, que ce soit du privé comme du public. Aujourd'hui, le rapport rédigé par le haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, et qui sera rendu publique dans les prochaines semaines, prépare une « réforme » de fond qui vise à faire disparaître purement et simplement les régimes existants.

En ce sens, les URIF se prononcent clairement pour le maintien des 42 régimes de retraites existants, en particulier le maintien du régime général, des retraites complémentaires, des régimes spéciaux et du Code des pensions civiles et militaires, ainsi que pour la reconquête du droit à la retraite à 60 ans.

C'est sur ces bases que les URIF appellent d'ores et déjà tous les secteurs à s'engager dans la bataille et se reverront dès que le rapport Delevoye sur la mise en place du « système universel de retraites » sera publié.

Montreuil, le 18 juin 2019

(1) ce train assure au quotidien la liaison Perpignan – Rungis transportant 1200 tonnes de marchandises/jour, son arrêt verserait l'équivalent de 25 000 camions supplémentaires par an sur un réseau routier déjà saturé.